



---

## *La crise politique italienne : illustration de la montée en puissance d'un nouveau clivage dans les démocraties européennes*

---

### **Récemment publiés**

- » N°179 : L'impact de la conjoncture économique et des enjeux de mobilité sur les comportements immobiliers
- » N°178 : Les jeunes et leur environnement professionnel
- » N°177 : Le terrorisme dans les rayons de Super U. Impact des attentats de Carcassonne et Trèbes dans l'opinion
- » N°176 : 1983 : l'année où la population immigrée est devenue visible... et où le FN a connu ses premiers succès
- » N°175 : 1985-2017 : quand les classes favorisées ont fait sécession
- » N°174 : Les élections territoriales en Corse : les «natis» raflent la mise
- » N°173 : Les grandes tendances du climat interne au travail et l'impact de la transformation digitale
- » N°172 : L'exonération de la taxe d'habitation : mesure totémique du candidat-président Macron
- » N°171 : Les Français, les riches et la réforme de l'ISF
- » N°170 : Législatives - La droite face à la vague En Marche
- » N°169 : Emmanuel Macron et les catégories populaires.
- » N°168 : Sortir de l'état d'urgence : un risque d'opinion majeur.
- » N°167 : Insoumis d'hier et d'aujourd'hui : le vote Mélenchon, des maquis de la Résistance à Notre-Dame-des-Landes.
- » N°166 : Sortir de l'état d'urgence : un risque d'opinion majeur.
- » N°165 : Le meurtre du prêtre Jacques Hamel : une onde de choc chez les catholiques français.
- » N°164 : L'impact électoral de la pression migratoire.
- » N°163 : Un vote confessionnel lors des législatives ?
- » N°162 : Permanences et bouleversements de la géographie électorale parisienne
- » N°161 : Les enclaves aisées : points d'appui du vote Macron dans la France périphérique

» Ce nouvel Ifop Focus reprend une interview accordée par Jérôme Fourquet au Figarovox sur les enseignements de la crise politique en Italie. Cette interview a été réalisée par Alexandre Devecchio.

**Dans votre dernier livre, *Le nouveau clivage*<sup>1</sup>, vous montrez la disparition du traditionnel clivage droite/gauche et faites apparaître de nouvelles lignes de partage. En quoi le résultat des élections italiennes s'inscrit-il dans cette recomposition ?**

L'opposition droite/gauche n'a pas disparu ni en France ni en Italie. Les partis qui s'en réclament existent encore et toute une partie de l'électorat se reconnaît encore dans cette topographie politique. Pour autant, et c'est là une vraie nouveauté, le clivage, que l'on pourrait appeler souverainistes versus pro-européens, qui n'est certes pas nouveau, apparaît de plus en plus puissant et de plus en plus structurant. Ainsi, s'il s'était déjà exprimé avec force en France lors des référendums sur Maastricht en 1992 et sur le Traité constitutionnel européen en 2005, jamais il n'avait polarisé une présidentielle. Or, l'année dernière, ce sont bien deux représentants symptomatiques de cette nouvelle opposition qui se sont retrouvés au second tour en lieu et place du traditionnel duel gauche/droite.

Les questions qui sont aujourd'hui déterminantes pour les électeurs (crise migratoire, niveau d'intégration européenne et degré de souveraineté nationale en matière économique, protectionnisme versus libre-échange) ont engendré des débats qui se sont organisés et structurés autour d'un nouveau clivage. Le clivage gauche/droite et les partis qui s'en réclament ne sont pas morts mais ils ne sont tout simplement plus centraux car ils n'intègrent pas cette nouvelle ligne de faille majeure. Moralité, ces partis sont relégués en seconde division en France comme en Italie.

Le cas italien est de ce point de vue particulièrement éclairant. Le Parti Démocrate de Renzi et Forza Italia de Berlusconi, c'est-à-dire la gauche et la droite de gouvernement, ont enregistré un grave échec au profit de la Ligue et du Mouvement 5 étoiles. Par ailleurs, nonobstant la présence du Mouvement 5 étoiles, assez inclassable, les dernières législatives s'étaient encore déroulées selon un ordonnancement gauche versus droite. Forza Italia et la Legua avaient constitué une coalition électorale de droite quand le Parti démocrate avait rassemblé ses petits alliés dans une coalition de gauche. Or, compte-tenu de la teneur de la crise politique transalpine actuelle, il est probable que les prochaines élections législatives organisées pour dénouer la situation aient lieu dans une configuration différente : une alliance euro-critique Ligue+M5S faisant face à une coalition pro-européenne composée par les ennemis d'hier : Forza Italia et le PD. Si ce scénario advient, il symbolisera de manière parfaite l'imposition de ce *nouveau clivage* comme paradigme dominant en lieu et place de la vieille opposition gauche/droite.

**Dans votre livre, vous analysez les résultats du Brexit, des présidentielles en Amérique, en Autriche et en France. Vous faites même un détour par la Corse. En quoi ces élections sont-elles comparables ? Les résultats des élections italiennes et l'alliance de circonstance entre la Ligue et le M5S ne sont-ils pas davantage liés au système institutionnel italien ?**

Bien entendu chacune de ces élections était différente ne serait-ce que par le mode de scrutin : élection à un tour ou deux tours, référendum etc... De la même façon, le contexte local a imprimé sa marque dans chacun des pays. Pour autant, on a vu émerger cette fameuse nouvelle ligne de faille qui est venue concurrencer voire se substituer à la traditionnelle opposition gauche/droite un peu partout.

<sup>1</sup> Editions du Cerf – 2018.

En Italie, du fait de la pression migratoire et des conséquences très douloureuses de la crise économique qui se font encore sentir, le paysage politique traditionnel a été bouleversé en profondeur avec une percée de la Ligue, d'une part, et du Mouvement 5 étoiles, d'autre part. La montée en puissance de ces forces dites populistes doit également beaucoup à la décomposition du système politique italien, processus amorcé au milieu des années 1990, avec l'opération *Mani pulite* (mains propres) qui se solda par le naufrage de la Démocratie chrétienne, pilier de la vie politique italienne. Dans ce vide ainsi créé, Silvio Berlusconi s'est engouffré avant d'être lui aussi rattrapé par la justice. Tout cela a nourri un climat de défiance particulièrement prononcé, qui a constitué le soubassement psychologique à la percée de ces forces populistes émergentes.

Si elles ont donc en partage le rejet du système, leur alliance, assez inattendue, tient par ailleurs au fait qu'aucune des deux coalitions (de droite et gauche) ni le Mouvement 5 étoiles n'ont atteint le seuil de 40% des voix, seuil légalement nécessaire pour pouvoir constituer un gouvernement.

L'état du système politique italien, combiné à la crise économique et migratoire et à la loi électorale ont abouti à cette alliance. Il s'agit donc d'un faisceau de causes propres à ce pays. Pour autant, on retrouve de manière plus ou moins identique les mêmes ressorts un peu partout en Europe.

**A l'instar du géographe Christophe Guilluy ou de l'essayiste britannique David Goodhart, vous montrez que les nouveaux clivages politiques sont aussi liés à des clivages sociaux et territoriaux. Est-ce aussi le cas en Italie ? Peut-on parler d'une Italie périphérique ? Rome est gouverné par le M5S...**

Dans *Le nouveau clivage*, j'essaye de montrer que l'on observe les mêmes lignes de fracture dans les électors des démocraties occidentales, et ce, en dépit des contextes locaux. On constate ainsi que le niveau éducatif structure puissamment les comportements électoraux sur cette nouvelle ligne de faille. Les plus diplômés ont en moyenne nettement privilégié le maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE, Clinton et Macron. Inversement, les Brexiter, Trump et Marine Le Pen ont été soutenus par les catégories les moins diplômés. De la même façon, les habitants des grandes métropoles connectés à l'économie mondialisée, des littoraux touristiques et des pôles universitaires et des foyers de la nouvelle économie ont voté pour le *Remain* (maintien dans l'UE), Clinton et Macron. A l'inverse, les zones péri-urbaines et rurales mais aussi les vieux centres industriels ont voté à l'opposé. Pour parodier André Siegfried on pourrait dire que le charbon vote populiste quand le silicium soutient le camp libéral-réformiste. Le Brexit et Trump triomphent dans les « vieux pays noirs » (Yorkshire et Appalaches) et Le Pen dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais. A l'inverse, Cambridge et Oxford ont massivement soutenu le maintien dans l'UE tout comme la Silicon Valley l'a fait pour Clinton et le plateau de Saclay pour Macron (quelques semaines plus tard, cette zone constituant le principal cluster de recherche français, a élu comme député le mathématicien En Marche ! Cédric Villani).

Le livre présente aussi des graphiques montrant comment plus on s'éloigne de Paris, Londres et New York et plus le vote « populiste » prend de l'ampleur dans les territoires périphériques. Certaines de ces lois de la nouvelle géographie électorale s'appliquent également au cas italien même si l'organisation économique de la péninsule ne répond pas à un schéma centralisé qui opposerait Rome à l'Italie périphérique. Ainsi comme l'a noté le politologue Marc Lazar, à Rome, le Parti Démocrate fait de bons scores dans le centre historique de la ville et à Parioli, quartier luxueux (on le compare souvent à Neuilly), mais il est très bas dans toute la périphérie de la ville. Il en est de même dans la plupart des grandes villes dont Turin, par exemple (c'était

d'ailleurs le cas lors des municipales où la candidate de la Ligue a gagné grâce aux votes des périphéries tandis que le centre de la capitale piémontaise votait pour le maire PD sortant).

Plus globalement, en Italie, la périphérie existe mais elle se situe essentiellement au sud, dans ce Mezzogiorno, historiquement moins développé et dans les îles (Sicile et Sardaigne). Or, ces territoires constituent le fief du Mouvement 5 Etoiles qui avoisinent les 50% dans toute cette vaste région, où son discours anti-élite et sa promesse d'instaurer un revenu universel ont rencontré un vrai écho. Dans le nord de l'Italie, beaucoup plus prospère, ce parti marque davantage le pas au profit de la Ligue qui se situe autour de 30% dans les campagnes de Lombardie, du Piémont et de Vénétie, très sensibles au discours identitaire et anti-migrants. Le Parti Démocrate parvient à surnager uniquement dans les métropoles universitaires (Milan, Bologne). Et si l'agglomération romaine, contrairement aux capitales occidentales : (Londres, Vienne, New-York, Paris) n'a pas résisté à la vague populiste, c'est en partie pour des raisons locales (scandale de corruption impliquant des responsables politiques locaux) mais c'est également un symptôme de l'ampleur de la décomposition du système politique italien traditionnel qui a totalement imposé y compris en son centre.

### **La recomposition s'explique aussi par l'effondrement de la social-démocratie. Celle-ci est-elle en train de disparaître en Italie ?**

En effet, on a vu que la déstabilisation du système politique italien était un phénomène désormais ancien qui remontait au milieu des années 1990 avec le naufrage de la Démocratie chrétienne. A peu près à la même époque, c'est le puissant Parti communiste italien, autre pilier de la vie politique transalpine, qui disparaissait. Il semble que nous assistions maintenant à une nouvelle phase dans la décomposition avec la fin du berlusconisme et le déclin du Parti Démocrate et plus globalement de la gauche italienne, qui toutes tendances confondues, rassemble péniblement 25% des suffrages. L'assise géographique de la gauche est réduite aux acquêts et des fiefs rouges historiques comme l'Emilie-Romagne ont basculé dans le giron du Mouvement 5 étoiles. Démographiquement, la situation est également des plus préoccupantes pour le Parti Démocrate et ses alliés qui obtiennent leur meilleur score parmi les seniors (30% des voix contre seulement 20% pour les moins de 35 ans et les 35-50 ans).

Cet affaiblissement n'est pas sans rappeler celui du Parti Socialiste en France, qui n'est toujours pas sorti du laminoir de la présidentielle et des législatives. Plus globalement, la social-démocratie est partout en crise en Europe. Son logiciel d'Etat-social redistributif dans le cadre d'une économie nationale relativement protégée est au plan macroéconomique percuté de plein fouet par la mondialisation et au plan microéconomique battu en brèche par la montée en puissance de l'individualisme. L'exacerbation de la question identitaire, thème que les partis sociaux-démocrates ont les plus grandes peines du monde à aborder et appréhender achève de les déstabiliser partout en Europe.

### **La France avec l'élection surprise de Macron est-elle à contrecycle ? Est-elle en avance ou en retard sur les autres pays européens ?**

Après le Brexit et la victoire de Trump, tous les regards se sont tournés vers la France et la large victoire d'Emmanuel Macron a rassuré les marchés financiers et les tenants du « cercle de la raison » cher à Alain Minc. Un jeune candidat talentueux était parvenu à donner un coup d'arrêt à la marée populiste. Est-ce à dire que

la France est à l'écart de cette vague de fond et de la montée en puissance de ce nouveau clivage ? Je ne le crois pas. On rappellera tout d'abord que pour beaucoup de ses électeurs, Macron incarnait la dernière chance de se donner un président présentable. Et quand dans la dernière ligne droite de la campagne, l'hypothèse d'un duel Mélenchon/Le Pen est devenue statistiquement possible au regard des sondages et de la dynamique portant le candidat de la France Insoumise, on a alors vu les intentions de vote en faveur de Macron remonter pour conjurer ce péril. De la même façon, s'il bénéficie aujourd'hui d'un soutien non négligeable dans l'électorat des Républicains (dont près de 40% des sympathisants se disent satisfaits de sa politique) et du PS (30%), c'est car toute une partie du pays, qui n'est pas forcément totalement en phase avec lui sur tous les sujets, souhaite pour autant qu'il réussisse. Ces électeurs de droite et de gauche qui soutiennent par raison plus que par enthousiasme Emmanuel Macron le font car ils redoutent qu'en cas d'échec « les extrêmes prennent le pouvoir ».

Ceci explique que, contrairement à ses prédécesseurs, le nouveau Président bénéficie encore d'un certain crédit *en même temps* à droite et à gauche. Mais s'il parvient donc à neutraliser partiellement le clivage gauche/droite, l'analyse des données de sondages nous révèle qu'il a réactivé dans une proportion sans commune mesure avec Sarkozy ou Hollande le clivage de classe. On constate en effet aujourd'hui une très forte polarisation en termes de classes sociales. Un an après son élection, selon le Baromètre Ifop / JDD, 59% des cadres se disent satisfaits de Macron contre seulement 34% des ouvriers, soit un écart de 25 points. Ce différentiel n'était que de 9 points à la même période pour Hollande (29% chez les cadres versus 20% parmi les ouvriers) et de -1 point pour Sarkozy (29% versus 30%). Si Macron a réussi à brouiller et à estomper le traditionnel gauche/droite en agrégeant autour de lui un vaste bloc central amalgamant d'anciens électeurs de gauche, de droite et du centre, la première année de son mandat semble marquée par le retour en force d'un autre clivage, le clivage de classes, que d'aucuns croyaient totalement obsolète.

Au regard de ces données, la France n'apparaît donc pas vraiment dans une situation contracyclique par rapport à d'autres pays européens. *Le nouveau clivage* travaille bien en profondeur la société française et les forces antisystèmes ont recueilli près de 50% au premier tour de la présidentielle. Seulement, ces forces sont très divisées et si le système parlementaire italien rend possible une coalition entre la Ligue et le Mouvement 5 étoiles, notre modèle d'élection présidentielle à deux tours rend pour l'heure impossible un tel accord. Marine Le Pen l'a bien vu quand, en dépit de tous ses efforts, elle n'est parvenue qu'à capter une part résiduelle de l'électorat mélenchoniste au second tour de la présidentielle. Les institutions de la Vème République constituent donc un solide verrou technique. Ce bouclier donne du temps à Emmanuel Macron qui s'ingénie, jour après jour, à élargir son assise électorale vers la droite pour constituer un bloc que l'on pourrait qualifier « d'orléaniste 2.0 » (mon confrère Jérôme Sainte-Marie parlant quant à lui de bloc « bourgeois » ou « élitare »). Tout se passe comme si une course contre la montre était engagée, les ouvriers du macronisme travaillant d'arrache-pied à maçonner la digue devant résister aux assauts de la vague populiste. Pour ce faire, on élargit le môle central (les 24% du premier tour de la présidentielle), penchant légèrement à gauche, en venant y adjoindre, parpaing après parpaing, des pans entiers du centre-droit. Dans le même temps, l'architecte en chef veille à tout faire pour que la seule alternative à son projet politique soit représentée par la France Insoumise et le FN, oppositions radicales et inconciliables l'une avec l'autre.

## **Macron peut-il connaître le même sort que Matteo Renzi ?**

C'est une bonne question ! Si Emmanuel Macron apparaît aujourd'hui auréolé d'un prestige international important, on rappellera que c'est Matteo Renzi, qui bénéficiait il y a encore deux ans du statut de sauveur de l'Europe face aux populismes. Depuis, la roue a tourné pour lui et l'on sait depuis toujours à Rome qu'il n'y a jamais très loin du Capitole à la Roche Tarpéienne !

Cela étant dit, Macron est, comme on l'a vu, protégé par les institutions de la Vème République et le mode de scrutin mais également par les divisions profondes qui traversent son opposition. De surcroît, l'état de décomposition politique prévalant en Italie était bien plus avancé qu'en France et l'Italie a souffert d'un choc migratoire et d'une crise économique autrement plus violents qu'en France. Ces trois facteurs ont considérablement boosté la poussée populiste de l'autre côté des Alpes. Nous n'en sommes pas ici à ce stade mais l'exemple italien doit faire réfléchir. Il faut garder en tête que si les manifestations syndicales et insoumises ne font pas le plein, la France d'en bas est insensible au charme du macronisme et que les catégories populaires regardent avec inquiétude la transformation du pays initiée par le nouveau Président (beaucoup de « flexi » et pas de « sécurité » pour les salariés). Les classes moyennes, quant à elles, se disent majoritairement insatisfaites mais une part encore substantielle (autour de 40%) le soutient encore. Si les CSP+ semblent durablement et massivement acquises à Macron, l'enjeu sera pour lui de ne pas perdre le soutien de cette fraction significative des classes moyennes. En Italie, le Mouvement 5 étoiles est arrivé en tête parmi les chômeurs et les ouvriers (37%), mais il également obtenu des scores très élevés auprès des employés et cadres intermédiaires (36%) et des petits patrons et indépendants (32%), beaucoup plus nombreux qu'en France et qui constituent le cœur de la société italienne.

**La plupart des «populistes» sont hostiles à la construction européenne actuelle. S'ils devenaient majoritaires en Europe, celle-ci pourrait-elle s'effondrer ? La crise italienne marque-t-elle le début de la fin ?**

Je pense que l'Union européenne n'est pas à la veille de son effondrement mais qu'elle est entrée depuis quelques années dans une situation de crise durable. Pour définir cette situation de crise, on peut reprendre (Italie oblige !), la formule de Gramsci : « La crise consiste dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés ». On constate en effet que le discours fédéraliste européen est battu en brèche partout en Europe et que toutes les avancées sont au point mort. La crise de l'Euro et celle des migrants ont par ailleurs mise à mal la solidarité européenne et le chacun pour soi est de plus en plus de rigueur. Nous risquons d'ailleurs d'en avoir très prochainement une nouvelle illustration quand chaque capitale européenne tentera de négocier avec Trump des conditions privilégiées dans la guerre commerciale qui se profile.

Le narratif pro-européen traditionnel tourne de plus en plus à vide et le projet démiurgique d'une convergence et d'une harmonisation des niveaux de vie dans l'ensemble de la zone Euro apparaît comme une chimère. De ce point de vue, l'exemple italien aurait dû être médité à Bruxelles. En dépit d'une langue et d'une culture communes, plus de cent ans d'unité italienne ne sont jamais venus à bout du fossé économique béant opposant l'Italie du Nord au Mezzogiorno... Mais en même temps, même dans les pays les plus eurosceptiques, il n'y a pas aujourd'hui de majorité pour sortir de l'Euro. Le prix à payer apparaît trop élevé. Si les Brexiter ont gagné, rappelons que leur victoire a été courte et que, point majeur, la Grande-Bretagne n'appartenait pas à la zone Euro. Marc Lazar a récemment souligné que la proportion d'Italiens se disant prêts à quitter l'Euro

avait reflué ces dernières semaines. Si le ressentiment contre l'Europe et les partenaires européens qui ne font pas preuve de solidarité face à la crise migratoire est très fort notamment dans le Nord de l'Italie, les salariés et les patrons des prospères PME lombardes et piémontaises ne sont pas, pour autant, prêts à faire sauter la banque en abandonnant l'Euro.

On peut donc penser, à la lueur de l'exemple italien, que la crise européenne va se poursuivre. Emmanuel Macron n'a pas de partenaire pour relancer le projet européen. Angela Merkel constate avec effroi que de la Pologne à l'Italie en passant par la Hongrie, la République Tchèque et l'Autriche, tout l'*hinterland* allemand a viré au national-populisme... Mais ces forces sont divisées et en dépit de la colère populaire qui gronde contre les technocrates de Bruxelles et l'augmentation des flux migratoires, peu sont prêts aujourd'hui pour le grand saut, l'interdépendance des différentes économies nationales et l'Euro jouant le rôle de corde de rappel.

**Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur [www.ifop.com](http://www.ifop.com)**

\*\*\*

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

**Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises**

[jerome.fourquet@ifop.com](mailto:jerome.fourquet@ifop.com)